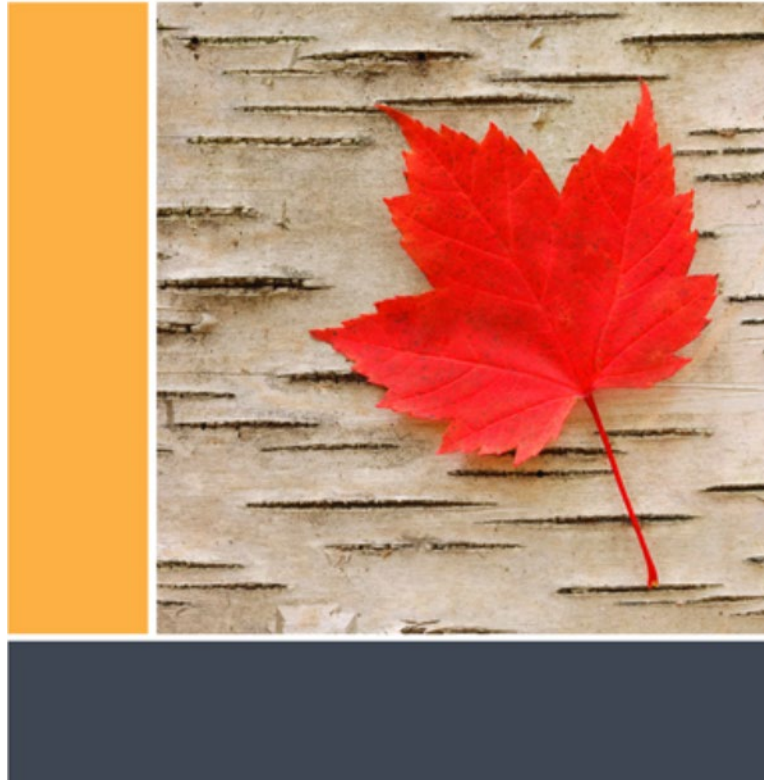


BÂTIR UN **CANADA SÉCURITAIRE ET RÉSILIENT**



Sécurité publique Canada
Table ronde des organismes d'application de la loi sur
les drogues illicites, automne 2019
Résumé de la rencontre



Sécurité publique
Canada

Public Safety
Canada

Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, 2021.

Cat. No.: PS18-55/2019E-PDF

ISBN: 978-0-660-37168-9

Introduction

La crise des opioïdes est un enjeu de santé publique et de sécurité publique qui demeure particulièrement préoccupant pour les Canadiens et le gouvernement du Canada. Cette crise a des répercussions considérables sur les personnes, les familles et les collectivités d'un océan à l'autre. Des données récentes indiquent que le Canada a enregistré plus de 14 700 décès qui semblent liés à la consommation d'opioïdes entre janvier 2016 et septembre 2019.

Le gouvernement du Canada demeure fermement résolu à assurer la santé et la sécurité des Canadiens et il a adopté une approche unifiée pour s'attaquer aux répercussions importantes associées aux opioïdes et aux autres substances illicites. La collaboration avec les principaux intervenants et les partenaires d'application de la loi est au cœur de cette approche. À ce titre, Sécurité publique Canada travaille activement au sein du gouvernement et à l'extérieur de celui-ci pour mobiliser des partenaires nationaux et internationaux et des experts en la matière en vue de l'établissement d'interventions efficaces et éclairées en réponse à cette crise.

Pour donner suite à cette collaboration, Sécurité publique Canada a organisé la troisième Table ronde annuelle des organismes d'application de la loi sur les drogues illicites, qui s'est tenue les 8 et 9 octobre 2019, à Winnipeg, au Manitoba. Cet événement a permis aux représentants d'organismes d'application de la loi, d'universités, de collectivités autochtones, d'organisations gouvernementales et non gouvernementales et à des personnes ayant vécu une expérience pertinente de faire part de leur expérience, de leurs points de vue et des difficultés auxquelles ils ont été confrontés dans la lutte contre la crise des opioïdes (consulter l'annexe A pour obtenir la liste des organisations présentes à la réunion).

Cet événement de deux jours s'inscrivait dans la foulée de la Table ronde de 2019 des organismes d'application de la loi sur la crise des opioïdes, laquelle a eu lieu le 29 mars 2019, à Halifax, en Nouvelle-Écosse. S'appuyant sur le succès de la réunion d'Halifax et d'autres tables rondes antérieures, l'événement de cette année a porté sur les thèmes suivants :

- Tendances actuelles relatives aux drogues et au crime organisé
- Perspectives des Premières Nations
- Recherche, collecte de renseignement et échange d'information
- Efforts de réduction de l'approvisionnement
- Perspectives nationales et internationales sur le crime organisé
- Rôle de la technologie dans le commerce des drogues illicites
- Approches de collaboration en matière d'application de la loi

L'ordre du jour de la table ronde consistait en sept séances plénières sur deux jours, chacune comprenant des présentations et une discussion. Au total, vingt-cinq conférenciers ont présenté leurs expériences et expertises diverses. À l'instar des tables rondes précédentes, cet événement a permis de discuter des tendances en matière de drogues tout en offrant aux participants une occasion unique de faire part de leurs points de vue, occasions et défis collectifs en ce qui a trait à la promotion des approches d'application de la loi en matière de lutte contre les opioïdes et les drogues illicites. La synthèse de ces discussions est présentée ci-dessous.

Mot d'ouverture

Trevor Bhupsingh, directeur général, Direction générale de l'application de la loi et des stratégies frontalières, a prononcé le mot d'ouverture au nom d'Ellen Burack, sous-ministre adjointe du Secteur de

la sécurité communautaire et de la réduction du crime de Sécurité publique Canada. Il a souligné l'importance de comprendre le rôle du crime organisé dans la crise des opioïdes, la nécessité d'examiner les nouvelles menaces liées aux drogues d'un point de vue régional, comme la méthamphétamine à Winnipeg, ainsi que l'importance de trouver des solutions par la collaboration au Canada et au-delà de ses frontières.

Séance plénière 1 : Tendances actuelles relatives aux drogues et au crime organisé

Cette séance portait sur l'état actuel de la crise des opioïdes, les nouvelles tendances relatives aux drogues dans les provinces des Prairies et le rôle du crime organisé dans le commerce de drogues illicites.

Au cours de la séance, des représentants du Service de police de Winnipeg, du Service de police de Calgary, du Service de police de Saskatoon et de la Division D de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ont présenté la situation des drogues illicites dans les provinces des Prairies ainsi que le lien entre le crime organisé et les substances illégales. À quelques exceptions près, la méthamphétamine (meth) serait la drogue représentant la principale menace au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, et elle serait une menace émergente dans d'autres régions du Canada. En comparaison, on a relevé des disparités en ce qui a trait aux tendances relatives à la consommation d'opioïdes dans les Prairies : c'est en Alberta que la demande et les menaces connexes étaient les plus importantes, suivie de la Saskatchewan et du Manitoba.

La consommation de méthamphétamine, un stimulant puissant qui crée une très forte dépendance, est souvent associée à des comportements erratiques, violents, paranoïaques et impulsifs qui sont difficiles à traiter. Le faible coût des méthamphétamines, leur fabrication facile et peu coûteuse et l'effet soutenu qu'elles procurent sont attrayants pour les consommateurs et les trafiquants et il y a donc une forte demande sur le marché. Par conséquent, les enquêtes sur la méthamphétamine ont mené à une augmentation de 600 % des saisies de méthamphétamine dans les Prairies au cours des cinq dernières années. Dans de nombreuses régions du centre du Canada, la consommation de méthamphétamine a éclipsé la consommation d'opioïdes.

L'incidence de la consommation de méthamphétamine a été particulièrement ressentie à Winnipeg, au Manitoba, où son utilisation a atteint des proportions épidémiques. Selon le Service de police de Winnipeg, la consommation de méthamphétamine a contribué à une augmentation de 8 % du nombre de vols visant des individus et des commerces, à une hausse de 29 % du nombre de crimes contre les biens et à une augmentation globale du nombre d'infractions liées aux armes à feu en 2018. Comparativement à la moyenne sur cinq ans, cela représente des augmentations de 58 %, 44 % et 60 %, respectivement. La consommation de méthamphétamine à Winnipeg a également été la cause de 68 % des événements violents et de 25 % des homicides entre janvier et octobre 2019.

À Calgary, en Alberta, des visites au site de consommation supervisée de la ville ont révélé que la méthamphétamine en cristaux (crystal meth) est la drogue la plus couramment consommée et les organismes d'application de la loi ont rapporté qu'elle représentait le pourcentage le plus élevé des saisies de drogues en 2018. Entre janvier 2013 et septembre 2019, les saisies de méthamphétamine ont augmenté de façon constante, passant de 103 (2013) à 955 (2019). De même, à Saskatoon, les cas de possession et de trafic de méthamphétamine ont augmenté de façon constante entre 2013 et 2018. Au cours de cette période, les cas de possession sont passés de 36 (2013) à 408 (2018), les cas de trafic sont

passés de 17 (2013) à 55 (2018) et les totaux de 2019 pour ces deux indicateurs devraient atteindre ou dépasser ceux de 2018.

Les groupes liés au crime organisé (GCO) contribuent de plus en plus à l'omniprésence de la méthamphétamine dans le centre du Canada puisqu'ils profitent à la fois de sa rentabilité et de la demande. Ces groupes comprennent les organisations criminelles traditionnelles, les bandes de motards criminalisés et les gangs de rue; ils sont généralement actifs dans divers marchés illicites et font le trafic de diverses substances. Les GCO transportent des drogues en utilisant des voies de trafic établies et nouvelles et ils travaillent en collaboration dans les Prairies ainsi que dans les provinces voisines, soit la Colombie-Britannique et l'Ontario. Ces entreprises criminelles sont souvent actives à l'échelle interprovinciale ou transnationale et elles utilisent les avancées technologiques et l'information sur les stratégies d'enquête divulguées lors des poursuites pour adapter leurs pratiques. Les responsables de l'application de la loi ont indiqué que l'échange d'information et de renseignements est essentiel pour cibler ces organisations criminelles.

La prévalence de la méthamphétamine dans l'ensemble des Prairies, combinée à la menace constante que représentent les opioïdes, a non seulement soulevé des préoccupations relatives à la sécurité dans les collectivités, mais elle représente également un fardeau considérable pour les ressources des organismes d'application de la loi. Malgré ces difficultés, un certain nombre d'initiatives d'application de la loi ont été lancées pour lutter contre le trafic de drogues illicites et les activités liées au crime organisé. Ces initiatives comprennent le projet *Riverbank*, une enquête intergouvernementale qui a permis de saisir de grandes quantités de drogues, de véhicules, d'armes et d'argent dans les Prairies et en Colombie-Britannique. À Calgary, l'opération *Daylight Initiative* a été lancée pour réduire l'approvisionnement et l'accessibilité de la méthamphétamine, recueillir de l'information sur sa production et sa distribution et sensibiliser le public aux dangers qu'elle représente. De même, à Saskatoon, les organismes d'application de la loi participent à un certain nombre de groupes de travail nationaux et de programmes provinciaux, dont le programme de surveillance des surdoses d'opioïdes et le groupe de travail sur les drogues de la Saskatchewan. Ces programmes multipartites mobilisent les systèmes de justice et de soins de santé pour favoriser l'échange d'information et promouvoir une approche globale de lutte contre la consommation de drogues illicites. Ils travaillent en collaboration avec les tribunaux de traitement de la toxicomanie et les responsables des sites de consommation supervisée et les responsables de l'identification des zones de trafic de drogues de grande intensité.

Les conférenciers s'entendaient tous pour dire que les organismes d'application de la loi ne peuvent pas lutter seuls contre la consommation problématique de substances; cette lutte nécessite plutôt une approche multidimensionnelle à laquelle prennent part divers intervenants.

Séance plénière 2 : Perspectives des Premières Nations

Cette séance portait sur l'incidence des opioïdes et des drogues illicites sur les collectivités des Premières Nations et elle avait pour but d'échanger sur les pratiques exemplaires et les défis existants relatifs aux services de police des Premières Nations. Les participants à cette séance ont entendu des représentants de l'unité responsable de la qualité des services de police et de l'innovation, des Services de sécurité communautaire du ministère des Services correctionnels, de la Sécurité publique et des Services de police de la Saskatchewan et le président du conseil des commissaires de police, Service de police de la Première Nation de File Hills, de la Saskatchewan leur parler des répercussions de la consommation de substances illégales et des activités criminelles connexes dans les collectivités des Premières Nations.

Pour remédier efficacement à la crise des surdoses d'opioïdes et au commerce des drogues illicites, il faut comprendre leurs répercussions sur toutes les populations de la société canadienne, en particulier celles qui sont les plus à risque. Les conférenciers ont décrit comment les collectivités des Premières Nations continuent d'être touchées de façon disproportionnée par la consommation problématique de substances comparativement à la population canadienne non autochtone. Traditionnellement, de nombreuses collectivités des Premières Nations exerçaient leur droit inhérent à l'adoption d'un système de droit et d'autonomie gouvernementale unique. Toutefois, un héritage de colonisation, de politiques gouvernementales assimilationnistes et d'émancipation forcée a entraîné un traumatisme intergénérationnel, ponctué par une perte de la langue traditionnelle, des terres et de l'identité culturelle. La combinaison de ces facteurs a eu des répercussions dévastatrices sur la santé et le bien-être des collectivités des Premières Nations, ce qui se traduit souvent par une hausse de la consommation de substances et de la criminalité connexe. Plus particulièrement, la crise des surdoses d'opioïdes au Canada démontre l'incidence disproportionnée de la consommation de substances chez les populations autochtones ainsi que la corrélation entre les traumatismes et le trouble lié à la consommation de substances. Par exemple, les participants ont appris que les taux de mortalité liés aux opioïdes dans certaines collectivités des Premières Nations, plus particulièrement dans le territoire côtier des Salish de la Colombie-Britannique, ont continué d'augmenter en 2018, et ce, malgré une tendance à la baisse au sein de la population non autochtone de la province. De même, dans l'ensemble de la Colombie-Britannique, 193 hommes et femmes autochtones sont morts d'une intoxication liée à la consommation de drogues en 2018, ce qui représente une augmentation de 21 % par rapport à 2017.

La hausse des taux de consommation de substances dans les collectivités autochtones entraîne une augmentation de l'activité criminelle. En effet, les réserves des Premières Nations sont infiltrées par des bandes de motards criminalisés et des GCO qui profitent de l'éloignement de ces collectivités et de leur manque de ressources policières pour mener des activités criminelles. En conséquence, en plus du trafic de drogue, de nombreuses collectivités ont connu une augmentation des crimes contre les biens, de la violence, de la violence familiale, de la traite des personnes et des mauvais traitements envers les aînés. De plus, les membres de certaines collectivités ont commencé à faire le trafic de médicaments sur ordonnance et de drogues illégales et ont créé des GCO autochtones.

Le problème de la consommation de substances et de la criminalité connexe est aggravé par le fait que les approches non autochtones ou occidentalisées en matière de traitement, de prévention et d'application de la loi ne tiennent pas toujours compte des divers facteurs culturels, historiques et sociaux qui ont contribué à la consommation de substances dans les collectivités autochtones. Pour éviter cet écueil, un certain nombre de services sociaux, y compris les organismes d'application de la loi, adoptent des modèles élaborés pour les Premières Nations et administrés par ceux-ci.

En ce qui concerne les initiatives de traitement de la consommation problématique de substances, la Première Nation de Muskoday a mis sur pied un cercle d'intervention qui combine un modèle centralisé d'intervention axée sur les risques et un soutien continu coordonné et multisectoriel. Cette initiative identifie les personnes et les familles qui risquent de commettre une infraction criminelle et cherche à intervenir rapidement en faisant appel à divers partenaires comme les Aînés, le chef et les membres du conseil, les programmes de développement social, la GRC, les services à l'enfance et à la famille, les écoles et les services de soins de santé. Compte tenu du succès de ce modèle, la Première Nation d'English River et la Première Nation d'Ochapowace ont également adopté cette approche.

En ce qui concerne l'application de la loi, il existe de nombreuses ententes communautaires tripartites de la GRC et 34 ententes de services de police autogérées dans l'ensemble du Canada. Les ententes de services de police autogérés permettent aux collectivités inuites ou des Premières Nations de gérer leurs propres services de police conformément aux lois et aux règlements provinciaux régissant les services de police, tandis que les ententes communautaires tripartites prévoient qu'un contingent d'agents de la GRC fournira des services de police à une collectivité inuite ou d'une Première Nation. On estime que les services de police autogérés ont eu des répercussions importantes au sein des collectivités des Premières Nations et elles ont mené à une diminution de 22 % des incidents criminels, une diminution de 36 % des homicides, une diminution de 19 % des incidents criminels violents, une diminution de 20 % des voies de fait et une diminution de 23 % des agressions sexuelles.

À l'échelle provinciale, le gouvernement de la Saskatchewan s'efforce de régler le problème des drogues illicites au moyen de programmes de subventions, de stratégies provinciales et de partenariats axés sur la collaboration. Par exemple, en mai 1999, le gouvernement de la Saskatchewan, la GRC et l'association New North de la Saskatchewan (représentant 35 collectivités métisses et d'Indiens non inscrits) ont signé l'accord-cadre de l'initiative des services de police communautaires et le protocole d'entente pour améliorer les relations policières et communautaires dans le Nord de la Saskatchewan. Le gouvernement provincial a également lancé des stratégies ou contribué à un certain nombre de stratégies, dont le groupe de travail sur les drogues de la Saskatchewan, l'Équipe de réduction de la criminalité et la stratégie sur la méthamphétamine en cristaux. De plus, l'Université de la Saskatchewan collabore avec le gouvernement provincial pour utiliser des données intersectorielles et des analyses prévisionnelles afin de remédier à la croissance des taux de consommation de stupéfiants et de mortalité connexe en Saskatchewan. Cette initiative utilise l'information provenant des organismes d'application de la loi, des services correctionnels, des médias sociaux et des services d'urgence et de soins de santé pour créer un modèle qui permettra de mieux cerner les tendances actuelles et émergentes relatives aux drogues, de favoriser l'interruption des activités criminelles liées à la drogue, de cibler les personnes à risque élevé et de réduire les taux de mortalité. Des conseils de police communautaires et des groupes consultatifs ont également été mis sur pied dans l'ensemble de la province, y compris dans les collectivités des Premières Nations, afin de fournir une structure et un mécanisme communautaires pour régler les problèmes de criminalité et de sécurité à l'échelle locale. Les groupes de consultation communautaire offrent aux Premières Nations participantes l'occasion de mettre l'accent sur les efforts de prévention et de réduction de la criminalité, en plus de promouvoir la sensibilisation culturelle et traditionnelle.

Dans l'ensemble, les conférenciers ont souligné l'importance de la prise en charge des services par les Premières Nations, de la collaboration et de l'autonomisation communautaire, des facteurs clés de la lutte contre la criminalité liée aux drogues illicites et la consommation problématique de substances dans les collectivités des Premières Nations.

Séance plénière 3 : Recherche, collecte de renseignement et échange d'information

Cette séance portait sur l'importance de la recherche, de la collecte de renseignement et de l'échange d'information pour lutter contre le commerce illicite des drogues.

Des conférenciers du Service d'analyse de drogues (SAD), du Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances et du Centre manitobain des politiques en matière de santé de l'Université du Manitoba ont fait part aux participants de l'importance de mener des recherches pertinentes et d'assurer l'échange de renseignements en temps opportun pour une réponse fondée sur des données et des données probantes au problème des opioïdes et des substances illégales. L'élaboration de réponses

efficaces exige une compréhension des substances existantes et émergentes ainsi que des déterminants sociaux qui contribuent à la consommation problématique de substances.

Le SAD de Santé Canada fournit des services scientifiques et techniques pour aider les organismes d'application de la loi canadiens dans leurs efforts de lutte contre les drogues illicites. Avec des laboratoires situés à Toronto, à Montréal et à Vancouver, le SAD teste plus de 120 000 échantillons soumis chaque année par des organismes d'application de la loi. En plus d'identifier les drogues et les substances contrôlées, le SAD mesure chaque échantillon et rend compte des résultats, ce qui peut appuyer les efforts d'enquête et de poursuite. En outre, le SAD aide les organismes d'application de la loi à démanteler en toute sécurité les laboratoires clandestins et il offre de la formation et des conseils sur les techniques d'identification des drogues, les tendances et les analyses des drogues, ainsi que la collecte de preuves.

Les travaux entrepris par le SAD sont essentiels pour mesurer l'ampleur des tendances relatives aux drogues au fur et à mesure qu'elles se manifestent et cerner les variations régionales du marché des drogues illicites au Canada. Par exemple, en utilisant des données compilées dans le cadre de ses activités, le SAD a surveillé l'évolution de la consommation d'opioïdes, depuis la prescription excessive d'OxyContin dans les années 2000 jusqu'à la récente prolifération de comprimés d'oxycodone contrefaits contenant du fentanyl. Plus récemment, le SAD a constaté une augmentation spectaculaire de la méthamphétamine et du fentanyl (y compris des analogues du fentanyl) détectés dans les échantillons testés entre 2012 et 2018. Parmi les échantillons de fentanyl et d'analogues du fentanyl testés en 2018, le fentanyl et le carfentanil étaient les substances les plus couramment identifiées, la majorité des échantillons provenant de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de l'Alberta, dans cet ordre d'importance. Bien que le SAD ait été à l'origine une ressource d'identification des drogues pour les forces de l'ordre, ses capacités de collecte de renseignement et d'analyse ont donné lieu à un élargissement de son mandat. En plus d'identifier les substances et de produire des certificats d'analyste, le SAD analyse des échantillons à des fins de santé publique, émet des avis aux autorités sanitaires, réalise des projets spéciaux à l'appui des initiatives de réduction des méfaits et publie des rapports trimestriels sur son site Web : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/substances-controlees-precurseurs-chimiques/service-analyse-drogues.html>.

Le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS) est un organisme canadien à but non lucratif qui a pour mission de s'attaquer aux problèmes de consommation de substances en tirant parti du pouvoir de la recherche. Le CCDUS exerce un leadership à l'échelle nationale dans la lutte contre la consommation de substances et il constitue une source fiable de directives et d'approches fondées sur des données probantes compilées dans le cadre de recherches. Parmi ses nombreuses activités, le CCDUS surveille et identifie les tendances relatives aux données sur les substances problématiques et leur consommation.

Les données du CCDUS montrent que, dans l'ensemble du Canada, le cannabis (37,3 %), la cocaïne (23 %), la méthamphétamine (21 %) et le fentanyl (5,8 %) sont les substances les plus couramment consommées, mais que les taux d'augmentation de la consommation de méthamphétamine observés varient selon les régions. En Colombie-Britannique, la méthamphétamine est la substance illicite la plus couramment signalée ayant été consommée au cours des sept derniers jours par les clients de services de réduction des méfaits, et c'était le principal motif (à l'exception de l'alcool) évoqué par les adultes qui souhaitaient être traités en 2018-2019. En Alberta, il y a eu une augmentation de 168 % des visites aux services des urgences liées à la consommation de stimulants

entre 2010 et 2017. Du point de vue de la justice pénale, les données du CCDUS révèlent une tendance à la hausse importante du taux d'infractions liées à la possession et au trafic de méthamphétamine entre 2010 et 2018, les taux les plus élevés ayant été observés en Alberta, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Québec et au Nouveau-Brunswick en 2018. Il est essentiel de cerner ces tendances et de les surveiller pour élaborer des interventions ciblées.

Le Centre manitobain des politiques en matière de santé (CMPS) est une unité de recherche du département des sciences de la santé communautaire de l'Université du Manitoba. Le CMPS effectue des recherches axées sur la population portant sur les services de santé, la santé de la population et la santé publique ainsi que sur les déterminants sociaux de la santé. Ces recherches aident la province du Manitoba à déterminer et à élaborer de futurs outils de politique sociale et de santé. La recherche du CMPS s'appuie sur des données anonymisées (données dépourvues d'identificateurs personnels) tirées des dossiers administratifs des Manitobains tenus par divers ministères. Ces données sont stockées dans le dépôt des données de recherche sur la population du Manitoba au CMPS et elles sont utilisées pour mener des études sur des questions sociales et de santé. Une étude en cours porte sur la cartographie de la consommation de méthamphétamine au Manitoba. Cette recherche autorisée par le ministère de la Santé du Manitoba utilisera les données du dépôt pour créer un aperçu de la consommation de méthamphétamine dans la province ainsi que des cartes des points névralgiques pour déterminer où les personnes ont accès à des services de réduction des méfaits et à d'autres services. Ces renseignements peuvent ensuite être utilisés pour orienter les solutions et définir des réponses efficaces à la consommation de méthamphétamine.

Séance plénière 4 : Efforts de réduction de l'approvisionnement

Cette séance portait sur les efforts déployés pour intercepter les drogues illicites transportées par le truchement des systèmes postaux national et internationaux et aux points d'entrée canadiens.

Les représentants de la Société canadienne des postes (SCP) et du Postal Inspection Service des États-Unis (PIS) ont fourni de l'information aux participants concernant la distribution de substances illicites par le truchement de leurs systèmes postaux respectifs. Un représentant de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) leur a également fait part des efforts déployés pour détecter et intercepter les drogues illégales aux points d'entrée.

En plus de franchir les frontières internationales, les opioïdes synthétiques comme le fentanyl et les analogues du fentanyl sont transportés en petites quantités, souvent par la poste, avec une relative facilité. Le faible risque de détection et l'anonymat qu'offre ce système ont fait en sorte que la poste est devenue une voie de trafic importante pour le transport de substances illégales. Afin d'endiguer le flux de ces substances dans le système postal national, la SCP a lancé un programme d'inspection du courrier, lequel vise à éliminer les matières qui ne sont pas admises au transport par la poste au moyen de l'expertise interne et des technologies de détection actuelles, ainsi que des partenariats avec des spécialistes de la sécurité publique et d'organismes d'application de la loi. Ce programme comprend des inspections coordonnées avec des partenaires responsables de l'application de la loi dans les grandes installations de traitement du courrier et dans les collectivités du Nord; la résiliation des contrats conclus avec des fournisseurs de cannabis illégaux; la participation aux groupes de travail des intervenants; une formation conjointe avec les organismes régionaux d'application de la loi et le renforcement des capacités de détection et d'échange de renseignements. En 2019, 479 inspections fondées sur le renseignement ont été effectuées dans le cadre de cette approche et elles ont mené à la confiscation de 3 236 kg de substances illégales, à la fermeture de 101 comptes illégaux et à l'inspection

de 906 articles dans des collectivités nordiques ciblées. Les activités futures de la SCP comprennent la formation officielle d'une équipe nationale d'interception des drogues illicites; l'obtention d'un soutien pour l'échange de renseignement, l'affectation de ressources et l'acquisition de technologie de détection; l'amélioration de la formation et le renforcement des capacités de détection axées sur le renseignement.

Aux États-Unis, le PIS est le principal organe d'application de la loi, de prévention du crime et de sécurité du Service postal des États-Unis. Le Contraband Interdiction and Investigations Group (CI2), dont la mission est de protéger les employés des postes, le public américain et le courrier des États-Unis contre la contrebande dangereuse et illégale, est au cœur des efforts déployés par le PIS pour lutter contre le commerce des armes à feu et des drogues illicites. Le CI2 utilise des stratégies organisationnelles pour améliorer l'interception des drogues en menant des enquêtes et en saisissant des substances illégales transportées par le truchement du système postal.

À l'échelle nationale, les arrestations liées aux stupéfiants effectuées par le PIS ont augmenté de façon constante depuis 2016 : on a procédé à 1 806 arrestations en 2016, 2 320 arrestations en 2018 et 2 283 arrestations en 2019 (jusqu'en octobre). De plus, au cours de cette période, le nombre de saisies de stupéfiants a triplé et le poids des produits saisis a plus que doublé. Des augmentations ont été observées pour presque tous les types de drogues : la cocaïne, l'héroïne, la marijuana et la méthamphétamine ayant connu les plus fortes hausses au fil des exercices¹. Les enquêtes importantes menées par le PIS et ses partenaires chargés de l'application de la loi ont révélé les méthodes de plus en plus furtives et novatrices qu'utilisent les organisations de narcotrafiquants pour envoyer des substances illégales par la poste. Ces mesures comprennent l'utilisation de cryptomonnaies et du Web profond pour préserver l'anonymat de l'acheteur et du vendeur, ainsi que l'expédition de substances à l'aide de nouvelles méthodes de dissimulation. Pour remédier à la crise des opioïdes, le PIS a saisi plus de 890 articles expédiés par la poste soupçonnés de contenir des opioïdes synthétiques depuis 2014. Le PIS continue de collaborer avec ses partenaires d'application de la loi pour renforcer sa capacité de repérer le courrier contenant du fentanyl et des opioïdes synthétiques et renforcer ses capacités d'analyse et d'échange de renseignements.

Le transport de substances illégales dans le système postal est non seulement observé par les inspecteurs des postes, mais aussi par les agents aux points d'entrée du Canada. L'ASFC, qui traite chaque jour des centaines de milliers de colis et de lettres, rapporte que les drogues transportées au moyen de services postaux et de messagerie représentent plus de la moitié (51 %) de toutes les saisies. La méthamphétamine, l'héroïne, le fentanyl et la cocaïne sont les substances les plus couramment interceptées. En plus de mettre au point des modes de dissimulation sophistiqués pour éviter la détection et contrecarrer la technologie des rayons X, les trafiquants ont recours à différentes tactiques comme l'envoi de multiples colis contenant de petites quantités de substances dans l'espoir que la plupart échapperont à la détection, et l'ouverture de cases postales ou de boîtes de dépôt sous de faux noms. Ces stratégies entravent les efforts de détection et posent d'importants défis aux responsables de l'application de la loi qui mènent des enquêtes. Par conséquent, l'ASFC a adopté une approche stratégique qui consiste à effectuer des analyses de masse et des analyses des données sur le Web

¹ Aux États-Unis, l'exercice financier s'étend du 1^{er} octobre au 30 septembre.

profond pour mieux comprendre le mode de fonctionnement des auteurs de menace et améliorer les mesures d'atténuation.

Au cours de cette séance, les conférenciers ont souligné l'importance de la collaboration et de l'échange d'information entre les partenaires. Bien que les ententes intergouvernementales et les restrictions législatives actuelles contribuent aux efforts de collaboration, les protocoles d'entente, les comités mixtes et les exercices de formation collaboratifs ont été désignés comme des éléments clés de la réussite.

Séance plénière 5 : Perspectives nationales et internationales sur le crime organisé

Cette séance portait sur l'état actuel des marchés des opioïdes et des drogues illicites au Canada et aux États-Unis et sur le rôle du crime organisé dans le commerce de drogues illicites.

Lors de cette séance, on a souligné le fait que le Canada n'est pas le seul pays à subir les effets de la crise des opioïdes. Il s'agit en fait d'une crise internationale et des mesures transfrontalières devront être prises pour y remédier. Comme les trafiquants de drogues continuent d'ignorer les frontières internationales, la collaboration internationale est nécessaire pour assurer l'efficacité des mesures d'interception. Au cours de cette séance, les participants ont entendu des points de vue de spécialistes du Service canadien de renseignements criminels (SCRC), de la United States Customs and Border Protection (USCBP) et de la Homeland Security Investigations (HSI) du département de la Sécurité intérieure des États-Unis.

Le SCRC est un organisme interinstitutionnel qui fournit des services et des produits de renseignement aux organismes d'application de la loi pour appuyer les efforts de lutte contre le crime organisé partout au Canada. Dans le cadre de ses fonctions de collecte de renseignements et d'analyse, le SCRC travaille de concert avec la Réponse intégrée canadienne au crime organisé (RICCO), qui agit à titre d'homologue opérationnel du SCRC. Alors que l'application de la loi (RICCO) est réactive, le renseignement (SCRC) est proactif. Le SCRC recueille des données utilisées lors de l'élaboration de deux produits : l'Évaluation nationale de la menace et l'Appréciation nationale des renseignements criminels.

Les conférenciers ont indiqué aux participants que la taille et la composition de chaque GCO sont uniques, diversifiées et très variables. Comme il y a plus de 1 800 GCO au Canada, le SCRC a alloué ses ressources de façon stratégique pour mener des enquêtes sur les GCO présentant un niveau de menace plus élevé. En règle générale, les GCO les plus importants ne se limitent pas à une seule substance illicite; ils en importent une panoplie. Par exemple, 75 % des GCO analysés par le SCRC sont impliqués dans le trafic de cocaïne et la légalisation du cannabis n'a pas eu pour effet de perturber ou de remplacer les GCO puisque 97 % des GCO qui importent du cannabis sont également impliqués dans le trafic de multiples produits. Il a été noté que la hausse du crime organisé observée au Canada est attribuable à une augmentation du nombre d'entrepreneurs criminels qui ont exploité l'anonymat que leur procure Internet pour perpétrer un crime. En outre, le Web profond permet à un nombre croissant de criminels qui agissent de façon indépendante d'entrer sur le marché du fentanyl et le marché de la méthamphétamine qui connaît une croissance rapide parce qu'il est relativement facile d'obtenir les produits chimiques précurseurs utilisés dans leur production et leur synthèse.

En plus des GCO, on a également constaté que les bandes de motards criminalisées (BMC) représentent une menace grandissante. Par exemple, les *Hell's Angels* constituent une BMC qui entretient des liens avec d'autres GCO actifs au Canada. L'organisation s'est étendue dans l'ensemble du pays et 50 % du

crime organisé peut être attribué à ses activités. Le nombre de clubs appuyant les *Hell's Angels* est passé de 40 à 120. Cette expansion a entraîné une hausse de leurs activités criminelles, qui ont pratiquement doublé. Les activités des *Hell's Angels* sont bien coordonnées, ce qui leur permet d'expédier le fentanyl et la méthamphétamine ensemble, contribuant ainsi à la tendance au trafic de drogues multiples. Leurs activités varient sur le plan du raffinement, mais elles représentent néanmoins une menace pour la sécurité publique. La violence qui entoure les GCO augmente et elle est proportionnelle à l'augmentation du nombre de crimes liés aux armes à feu au Canada, à l'expansion des armes de poing illicites dans l'ouest du Canada à partir de l'Ontario et à l'utilisation croissante des médias sociaux pour faciliter le commerce de drogues illicites. Il a été noté que de nombreux membres importants des principaux GCO ont été tués au cours des 18 derniers mois, tant au Canada qu'à l'étranger, alors qu'ils faisaient le commerce de drogues à l'étranger.

En ce qui a trait à l'importation de substances illicites au Canada, les GCO qui disposent de réseaux et de voies de contrebande de cocaïne et d'héroïne en provenance du Mexique ont entrepris de réorienter leurs activités. Le trafic de fentanyl et de méthamphétamine en provenance du Mexique a connu une forte augmentation. Comme ils recherchent la rentabilité, les GCO abandonnent l'héroïne au profit du fentanyl. Comme la méthamphétamine est de moins en moins chère à produire, sa valeur marchande décline, ce qui entraîne une augmentation de la demande de méthamphétamine puisque les consommateurs de drogues délaissent les drogues plus chères pour se tourner vers la méthamphétamine. Le Canada a notamment été désigné comme l'un des principaux pays de transbordement du fentanyl à l'échelle internationale. À l'heure actuelle, le ratio d'importation et d'exportation est de cinq pour un (5:1) et 300 GCO mènent des activités d'importation.

Les conférenciers de l'USCBP et de la HSI du département de la Sécurité intérieure des États-Unis ont présenté aux participants un aperçu du commerce des drogues illicites aux États-Unis.

Comptant plus de 60 000 employés, l'USCBP est l'un des plus importants organismes d'application de la loi au monde. Il a pour mandat de protéger la population et les frontières des États-Unis contre les personnes, les matières et les activités dangereuses tout en permettant des échanges commerciaux robustes. En première ligne, les agents de l'USCBP sont essentiels pour empêcher la contrebande, y compris des drogues illicites, destinées aux États-Unis. Une fois saisies, ces substances sont testées, analysées et identifiées dans les laboratoires de l'USCBP. Ce processus est essentiel pour identifier les nouveaux composés chimiques qui sont produits et pour cerner les tendances émergentes en matière de drogues. Par exemple, les conférenciers ont indiqué aux participants qu'en octobre 2019, plus de 800 composés uniques ont été identifiés par les laboratoires de l'USCBP et qu'en moyenne trois nouvelles drogues sont identifiées chaque mois. En ce qui concerne le fentanyl, qui est bon marché et facile à synthétiser, plus de 3 000 analogues peuvent être produits — et les résultats peuvent être mortels. Les conférenciers ont souligné que les saisies de fentanyl par l'USCBP ont atteint un niveau record en août 2019. Compte tenu du raffinement croissant des méthodes de production de substances, il est essentiel que les organismes d'application de la loi et les décideurs reconnaissent l'importance de la chimie des drogues dans la lutte contre le commerce des drogues illicites.

La HSI est un service d'enquête essentiel du département de la Sécurité intérieure des États-Unis qui lutte contre les organisations criminelles qui cherchent à exploiter les systèmes américains de voyage, de commerce, de finances et d'immigration. Son effectif comprend des agents spéciaux, des analystes, des vérificateurs et du personnel de soutien partout aux États-Unis et ailleurs dans le monde, y compris au Canada. La HSI enquête sur une panoplie d'activités criminelles transfrontalières, y compris les crimes financiers, le blanchiment d'argent, la fraude, la cybercriminalité, la traite des personnes, la fraude en

matière d'immigration, l'activité de gangs transnationaux ainsi que la contrebande et le trafic de stupéfiants et d'armes. Les participants ont reçu des informations au sujet des opérations internationales de la HSI qui visent à assurer la sécurité nationale et la sécurité publique au moyen d'enquêtes sur la criminalité organisée transnationale. En outre, la HSI travaille en étroite collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux par l'entremise de ses groupes de travail, y compris le Border Enforcement Security Taskforce (groupe de travail sur la sécurité des frontières), pour contrecarrer les organisations criminelles transnationales émergentes et existantes en mobilisant une panoplie de partenaires nationaux et internationaux responsables de l'application de la loi.

Les conférenciers ont également indiqué qu'il existe une solide relation de travail et d'échange de renseignements entre la HSI et les organismes d'application de la loi canadiens et qu'elle est essentielle à la protection de notre frontière pour laquelle il n'y a aucune obligation de visa. Une initiative bilatérale dont l'importance a été soulignée est la Northern Border Strategy (stratégie frontalière du Nord) du département de la Sécurité intérieure des États-Unis, laquelle a été lancée en 2008 pour lutter contre les activités criminelles transfrontalières liées à la contrebande de drogues et d'armes, au blanchiment d'argent et à la traite de personnes. Bien que l'échange de renseignement soit essentiel au succès des enquêtes transfrontalières, il a été noté que les restrictions législatives et de compétences peuvent parfois entraver les efforts de coopération bilatéraux. Ces obstacles représentent un défi permanent pour les responsables d'enquêtes transfrontalières.

Les conférenciers ont réitéré l'importance de la collaboration et de l'échange de renseignement entre les États-Unis et le Canada pour lutter contre le trafic de drogues transfrontalier. Comme le commerce des drogues illicites est sans frontières, les efforts visant à endiguer le flux de substances nocives devraient également transcender les frontières nationales.

Séance plénière 6 : Technologie

Cette séance portait sur l'utilisation de l'Internet pour faciliter le trafic de drogues illicites ainsi que sur les stratégies utilisées par les organismes d'application de la loi et les principaux partenaires pour lutter contre cette méthode de distribution. Les participants ont entendu des représentants de l'équipe de soutien à la lutte contre la cybercriminalité du Service de police de Calgary, de la National Association of Boards of Pharmacy (NABP), de l'équipe J-CODE du Federal Bureau of Investigation des États-Unis et du San Diego's Global Health Program (programme de santé global de San Diego) de l'Université de Californie.

Au cours de cette séance, les discussions ont porté sur les innovations techniques et sur la façon dont elles sont exploitées par les trafiquants de drogues. Voici les défis communs dont il a été question au cours de la séance : l'accès limité à différentes plateformes en ligne, le manque de ressources pour la surveillance en ligne, les efforts liés aux opérations d'infiltration et le manque de coordination au cours des enquêtes intergouvernementales.

Les progrès technologiques ont considérablement élargi le marché des drogues illicites. Comme la cryptomonnaie est de plus en plus populaire, les entrepreneurs criminels font du trafic de drogues à la fois sur le Web profond et le Web visible. L'Internet offre un environnement anonyme, ce qui est idéal pour permettre aux Canadiens d'accéder à des produits illicites et à des criminels débutants ou chevronnés d'accroître leurs revenus. Les personnes qui décident de lancer une entreprise criminelle sont souvent désorganisées, elles travaillent seules et n'ont pas d'antécédents criminels ou de violence. L'on constate que des réseaux criminels sont établis à l'échelle nationale et internationale et que des

renseignements de nature délicate sont échangés instantanément, tant sur le Web visible que sur le Web profond, ce qui augmente l'activité du crime organisé.

La nature anonyme et le raffinement des sites sur le Web visible et le Web profond ont ouvert la voie à un environnement modernisé pour le trafic de drogues. En plus de la protection qu'offrent les sites Web protégés, l'utilisation de divers logiciels de chiffrement comme « Tor » (un navigateur Internet qui permet d'accéder au Web profond et de communiquer de façon anonyme) permet d'effectuer des transactions complètement anonymes entre l'acheteur et le vendeur. Les conférenciers ont souligné que l'utilisation d'applications mobiles pour le trafic de substances illicites est en hausse grâce aux progrès continus de la technologie. La communication entre pairs chiffrée est utilisée pour empêcher un tiers d'accéder aux messages bruts. Lorsque l'expéditeur transmet un message chiffré, seul le périphérique du destinataire est en mesure de le déchiffrer, ce qui empêche les organismes d'application de la loi de consulter les messages concernant des activités illicites. L'anonymat supplémentaire que procurent ces applications logicielles accroît la complexité des enquêtes policières, puisque l'association d'un profil en ligne (avatar) à une identité réelle est un processus complexe et long.

Bien que les innovations technologiques aident les trafiquants, les organismes d'application de la loi peuvent également tirer parti de cette technologie au cours de leurs enquêtes. Les conférenciers de la Cybercrime Support Team du Service de police de Calgary ont fait remarquer que les capacités d'application de la loi dans le cadre des enquêtes sur le Web visible et le Web profond pourraient être renforcées par une formation polyvalente complète, une collaboration accrue et l'échange de renseignements confidentiels entre les organismes d'application de la loi. Pour que ces options soient efficaces, il faut s'adapter rapidement aux avancées technologiques et s'associer aux intervenants de l'application de la loi et de l'administration publique de tous les niveaux. Certaines tactiques qui se sont avérées efficaces lors des enquêtes comprennent la collecte de renseignements à long terme, la détermination de la source des transactions en ligne et le suivi de l'équipement acheté qui est acheminé vers des laboratoires clandestins.

Les GCO ne se limitent pas au trafic de substances illicites en ligne et ils continuent de s'intéresser au trafic de produits pharmaceutiques illicites. Comme la population utilise de plus en plus l'Internet pour se procurer des médicaments à bas prix, les GCO ont profité de cette occasion pour créer un grand nombre de sites de pharmacies illicites. La NABP, dont le siège social est à Chicago, est une association internationale qui aide les conseils d'administration et les administrations membres à administrer des programmes de transfert de permis d'exercice de la pharmacie et d'évaluation des compétences des pharmaciens dans le but d'assurer la santé et la sécurité du public. La NABP a lancé le Pharmacy Verified Websites Program (programme des sites Web de pharmacies vérifiés) pour suivre l'évolution des sites de pharmacies légitimes. Il convient de noter que 95 % des 12 000 sites Web examinés par la NABP ont été jugés non conformes aux lois et aux normes de pratique de la pharmacie, ce qui pose un risque pour la santé et la sécurité des acheteurs. Étant donné qu'il existe une multitude de sites de vente de médicaments en ligne qui se présentent comme des pharmacies et vendent des substances non réglementées ou contrefaites, on a précisé que les sites Web dont l'adresse se termine par « .pharmacy » sont considérés comme sûrs pour les consommateurs. Le moteur de recherche Bing a lancé un projet pilote aux États-Unis pour afficher, dans la liste des résultats de recherche, des avertissements visant les sites Web dont les activités sont jugées illégales par la NABP ou le Secrétariat américain aux produits alimentaires et pharmaceutiques (FDA). La NABP a conclu un partenariat avec l'Association nationale des organismes de réglementation de la pharmacie (canadienne) et l'Alliance for Safe Online Pharmacies – Canada pour mieux protéger les consommateurs canadiens. Compte tenu des

dangers que représentent les sites pharmaceutiques illégitimes, il est essentiel de sensibiliser la population et de lui fournir de l'information pour qu'elle reconnaisse les pharmacies en ligne sûres.

Dans le cadre d'un effort pangouvernemental visant à lutter contre l'épidémie d'opioïdes, le département de la Justice des États-Unis a créé l'équipe Joint Criminal Opioid and Darknet Enforcement (J-CODE)² en janvier 2018. Cette équipe a pour mandat de perturber et de démanteler les marchés illicites du Web profond qui facilitent la distribution de fentanyl et d'autres opioïdes. L'équipe réunit des partenaires du fédéral, des États et des administrations locales responsables de l'application de la loi au sein du gouvernement des États-Unis ainsi que des agents, des analystes et des professionnels possédant une expertise dans divers domaines comme les drogues, les gangs et la fraude en matière de soins de santé. L'objectif des opérations antérieures de l'équipe J-CODE, de même que les travaux continus des partenaires de l'équipe, consiste à repérer et à arrêter les criminels qui vendent leurs produits sur le Web profond et le Web visible. Les organisations de narcotrafiquants actives sur le Web profond constituent la cible suivante. Le dernier objectif de l'équipe J-CODE consiste à informer la population au sujet des dangers que représentent les opioïdes en communiquant avec les personnes qui ont acheté des drogues en ligne.

Depuis sa création, l'équipe J-CODE est parvenue à arrêter plusieurs criminels actifs en ligne et elle pourrait servir de modèle à d'autres pays. Son succès réside en partie dans sa capacité de partager des ressources et de l'expertise avec des partenaires de multiples organisations et de tirer parti du pouvoir d'enquête de ses partenariats fédéraux et internationaux pour lutter contre le commerce en ligne illicite au moyen d'une approche adaptée à la nature sans frontière de ce marché. Au début de 2019, l'équipe J-CODE a lancé l'opération SaboTor en collaboration avec ses partenaires internationaux, laquelle a mené à l'arrestation de 61 criminels actifs sur le Web profond, la fermeture de 50 comptes et la saisie de 51 armes à feu, de 14 véhicules, d'environ 300 kg de drogues et d'opioïdes et de plus de sept millions de dollars américains (sous forme de cryptomonnaie, d'argent comptant et d'or) dans six pays.

Au cours des dernières années, on a observé une augmentation de l'utilisation des médias sociaux pour faciliter le commerce des drogues illicites. Les trafiquants utilisent les plateformes des géants des médias sociaux comme Facebook, Twitter et Instagram (dont Facebook est propriétaire) pour faire de la publicité et promouvoir leurs produits illicites auprès du grand public. Instagram est la plateforme de médias sociaux la plus populaire chez les trafiquants de drogues : ils ajoutent des liens directs vers leurs sites illicites dans la section des commentaires des publications pertinentes.

Bien que les entrepreneurs criminels continuent d'utiliser l'Internet pour faire le trafic de leurs produits illicites, les conférenciers ont indiqué aux participants comment l'intelligence artificielle pourrait être utilisée pour appuyer les enquêtes policières. Au cours de leur présentation, des chercheurs de l'Université de Californie à San Diego ont présenté leur application logicielle qui recherche et identifie les liens entre les sites du Web visible, du Web profond et les plateformes de médias sociaux. Par exemple, des algorithmes d'apprentissage automatique ont été utilisés pour effectuer des recherches sur des plateformes comme Twitter et Instagram en vue de trouver des publications liées à des pharmacies en ligne illicites. Ce projet démontre le rôle important que joue le milieu universitaire dans l'amélioration des capacités technologiques des organismes d'application de la loi grâce auxquelles ils sont en mesure de réduire les activités illégales en ligne. La tenue d'événements publics, comme l'Opioids Code-a-thon (code-a-thon des opioïdes), permet d'exploiter des processus novateurs utilisés par les chercheurs travaillant sur l'intelligence artificielle pour générer une visualisation cartographiée à

² Le Web profond est également appelé Web invisible ou Web caché.

partir d'un ensemble de mégadonnées. Les médias se sont révélés être de précieux alliés à cet égard puisqu'ils rendent l'information plus accessible au public que les publications universitaires.

Séance plénière 7 : Approches de collaboration en matière d'application de la loi

Cette séance portait sur la façon dont les organismes d'application de la loi collaborent avec leurs partenaires et l'ensemble de la collectivité pour lutter contre les opioïdes et les drogues illicites. Les représentants de l'Association communautaire d'entraide par les pairs contre les addictions (ACEPA), de l'Équipe d'intervention en matière d'application de la loi en Alberta (ALERT) et du Service de police d'Abbotsford ont souligné l'importance de la collaboration.

L'ACEPA est un organisme à but non lucratif composé de personnes touchées par une dépendance qui contribue à l'autonomisation des personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie en les aidant à s'intégrer à la collectivité au moyen d'initiatives de soutien par les pairs et de projets de mobilisation communautaire. L'organisme appuie toutes les approches de rétablissement et elle s'efforce de collaborer avec d'autres organisations qui offrent des services aux personnes qui ont besoin d'aide. De plus, l'ACEPA collabore avec les organismes d'application de la loi afin de réduire la stigmatisation associée aux troubles de toxicomanie et d'améliorer le bien-être des membres des services de police. Au cours de la présentation du représentant de l'ACEPA, il a été question de l'importance d'adopter une approche communautaire à l'égard de la consommation problématique de substances qui mobilise un certain nombre de partenaires pour promouvoir des collectivités saines et sécuritaires. Plus particulièrement, la crise des surdoses d'opioïdes a fait ressortir la nécessité de collaborer avec les partenaires, puisqu'aucune collectivité n'est à l'abri des répercussions de la consommation problématique de substances. L'omniprésence de la stigmatisation associée à la consommation de substances dans la société a également été abordée, tout comme la nécessité pour la société d'être consciencieuse et attentive dans son approche à l'égard de la consommation problématique de substances. Changer le vocabulaire que nous utilisons en ce qui a trait aux troubles de toxicomanie est un aspect essentiel de cette prise de conscience, puisque certains mots ou expressions peuvent stigmatiser davantage les toxicomanes et les dissuader de demander l'aide et les ressources dont ils ont besoin.

Il est essentiel que le personnel de première ligne tienne compte de son bien-être personnel et cherche des ressources et du soutien. La collaboration de l'ACEPA avec des partenaires d'application de la loi est essentielle pour faire de la sensibilisation sur la santé mentale des premiers intervenants, y compris l'importance des ressources de soutien par les pairs.

Les participants ont également été sensibilisés à l'importance de la collaboration entre les organismes d'application de la loi du point de vue de l'ALERT. La province de l'Alberta, qui a adopté une approche coordonnée en matière d'application de la loi, a mis sur pied l'ALERT, une équipe souple, adaptable, compétente, évolutive, intergouvernementale et spécialisée dont les membres proviennent de 12 organismes d'application de la loi de l'Alberta. L'ALERT représente des services de shérifs, de Premières Nations, de municipalités et de régions rurales qui adoptent une approche globale coordonnée pour lutter contre la criminalité. Bien que l'organisation s'attaque à tous les piliers de la criminalité, sa souplesse lui a permis de consacrer des ressources à la crise des opioïdes dès son apparition en Alberta. Les participants ont appris que les enquêtes menées par l'ALERT ont permis de saisir 60 000 pilules de fentanyl et 10 kg de poudre de fentanyl en plus de démanteler quatre laboratoires clandestins. Au cours de l'exercice 2018-2019, les efforts d'ALERT ont mené à des saisies de drogues d'une valeur de 11,93 millions de dollars. Bien que la cocaïne, la méthamphétamine et le fentanyl constituent la majorité des substances saisies, le fentanyl est la seule drogue dont les taux

de saisies augmentent constamment. La nature collaborative du programme de l'ALERT donne à penser que la crise des opioïdes n'est pas seulement une question d'application de la loi, mais qu'elle nécessite des partenariats et un partage de l'expertise entre les responsables des services sociaux, de l'éducation, de la santé et du gouvernement.

Les participants ont également reçu de l'information au sujet d'une approche adoptée par les organismes d'application de la loi pour promouvoir la compassion au sein de la collectivité. Le programme *Angel*, lancé par le Service de police d'Abbotsford en 2018, est un programme de diversion créé au Massachusetts. Les agents qui s'occupent de civils ayant des problèmes de consommation de substances peuvent appeler un « ange », une personne qui a déjà eu des problèmes de toxicomanie. Les anges travaillent en étroite collaboration avec l'autorité sanitaire locale et ils fournissent de l'aide dans le cadre de divers traitements. La Ville d'Abbotsford a reçu un financement de 100 000 \$ pour mettre en œuvre ce programme dans le cadre duquel des services sont fournis 24 heures sur 24, sept jours sur sept, dans la mesure du possible. Un coordonnateur et 13 anges sont chargés de fournir des services de soutien par les pairs sur appel. Les responsables du programme ont reçu 360 appels au cours d'une année civile. Les avantages du programme comprennent l'établissement de relations, la déstigmatisation, de l'aide sur les options de traitement qui s'offrent aux clients, la réduction des contacts avec le système de justice pénale et la diminution de l'accessibilité des substances problématiques pour les clients vulnérables. Néanmoins, il y a toujours des défis à relever, notamment la dotation et la sursollicitation des anges, le manque de financement et de ressources, la capacité de traitement limitée, le recrutement régulier d'anges, la sécurité des anges et l'échange de renseignements avec les intervenants.

Dans l'ensemble, cette séance portait sur l'importance de la collaboration entre les intervenants du domaine de l'application de la loi et de la collectivité en général. Il a été question de l'importance de promouvoir les partenariats et l'éducation, de lutter contre les comportements stigmatisants et d'inciter les responsables de l'application de la loi à participer aux différents traitements.

Principaux résultats

Cet événement a permis de tirer les leçons clés suivantes, qui orienteront les futures discussions sur les politiques relatives aux drogues.

- La méthamphétamine demeure un défi pour les organismes d'application de la loi, en particulier dans les provinces des Prairies.
- Les liens entre les groupes criminels organisés et le commerce des drogues illicites sont de plus en plus sophistiqués et complexes.
- L'échange de renseignements et la collaboration entre les partenaires nationaux et internationaux sont essentiels pour maximiser nos efforts collectifs de lutte contre les substances illicites.
- Il est essentiel d'améliorer la collaboration entre les organismes d'application de la loi et entre ces organismes et les partenaires traditionnels et non traditionnels pour élaborer des approches efficaces de réduction des méfaits et d'application de la loi.
- Les lacunes relatives aux communications et à l'échange de renseignements demeurent problématiques pour les organismes canadiens d'application de la loi.
- La technologie a redéfini le marché des drogues illicites et elle est exploitée par les entrepreneurs criminels et les responsables de l'application de la loi aussi bien pour promouvoir que pour combattre les activités illégales en ligne.

- La recherche, la collecte de renseignements et l'échange d'information sur le marché des drogues illicites sont les pierres angulaires de politiques et de mesures d'application de la loi efficaces.
- Les services de police autochtones continuent de faire face à des défis en matière de ressources.
- Le système postal et d'expédition directe est une voie pour le trafic de drogues illicites, tant au Canada qu'aux États-Unis.

Conclusion et prochaines étapes

Les discussions qui ont eu lieu au cours de cet événement de deux jours ont mis en lumière la complexité du marché des drogues illicites. L'expertise, l'information et les points de vue échangés ont été d'une grande utilité pour mieux connaître et comprendre ces enjeux. Cet événement a démontré que la collaboration et l'échange de renseignements sont essentiels pour lutter contre les drogues illicites et protéger les collectivités canadiennes contre les dangers qu'elles représentent.

L'événement a été conclu par une allocution de Trevor Bhupsingh, qui a réitéré que le gouvernement du Canada s'est engagé à s'attaquer aux enjeux complexes posés par les opioïdes et les drogues illicites, qu'ils soient d'ordre social, de santé publique ou de sécurité publique.

Afin de maintenir l'élan généré par les discussions qui ont eu lieu lors de l'événement, la prochaine table ronde des organismes d'application de la loi a été fixée provisoirement pour l'exercice 2020-2021.

Annexe : Organisations présentes à la table ronde

- Agence des services frontaliers du Canada
- Agence des services frontaliers du Canada — Manitoba
- Alberta Law Enforcement Response Team
- Association communautaire d'entraide par les pairs contre les addictions
- Association des chefs de police des Premières Nations
- Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances
- Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada
- Commission de police du Manitoba
- Conseil de police de Winnipeg
- Conseil des commissaires de police, Service de police de la Première Nation de File Hills
- Département de la Sécurité intérieure, Homeland Security Investigations
- Federal Bureau of Investigation, Joint Criminal Opioid and Darknet Enforcement Team
- Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances
- Gendarmerie royale du Canada — Direction générale
- Gendarmerie royale du Canada — Division D
- Gendarmerie royale du Canada, Service de renseignements criminels
- Ministère de la Justice du Manitoba, Direction générale des services de police et de la sécurité publique
- Ministère de la Justice du Manitoba, Services de police des Premières Nations, Sécurité communautaire
- Ministère de la Sécurité publique et solliciteur général de la Colombie-Britannique
- Ministère des Services correctionnels, de la Sécurité publique et des Services de police de la Saskatchewan
- National Association of Boards of Pharmacy
- Police provinciale de l'Ontario
- Santé Canada
- Santé Canada, laboratoires du Service d'analyse des drogues
- Sécurité publique Canada, Administration centrale
- Sécurité publique Canada, Winnipeg
- Service d'incendie et de soins paramédicaux de Winnipeg
- Service de police d'Abbotsford
- Service de police d'Edmonton
- Service de police de Brandon
- Service de police de Calgary
- Service de police de Saskatoon
- Service de police de Vancouver
- Service de police de Winnipeg
- Service des poursuites pénales du Canada
- Société canadienne des postes
- Société canadienne des postes
- Statistique Canada
- United States Customs and Border Protection
- United States Postal Inspection Service
- Université de Californie à San Diego

- Université de Winnipeg
- Université du Manitoba
- Winnipeg Police Association